De l'influence des « directions traîtres »

Il est souvent question, dans notre littérature, de « directions traîtres ». On voit bien ce que cette notion veut désigner : les appareils dirigeants du mouvement ouvrier, élite d'origine ouvrière intégrée à la société bourgeoise, font prévaloir leurs intérêts conservateurs de couche privilégiée sur les intérêts de classe du prolétariat qu'ils sont censés représenter et défendre. Ils développent en conséquence une politique de collaboration de classe pouvant aller, si besoin est, jusqu'à la collusion ouverte avec l'adversaire — patron ou État — et la répression directe du mouvement de masse. Ces directions se présentent comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière, les champions de ses intérêts immédiats et historiques. En réalité, leur refus de transgresser le cadre de l'État démocratique bourgeois et de l'économie de marché les induit à comprimer la lutte des classes dans d'étroites limites et à constituer le prolétariat en classe subalterne.

La notion de « direction traître » est donc légitime. Elle s'impose dans les circonstances où la collusion entre bureaucraties réformistes et bourgeoisie capitaliste est patente : après août 1914, quand la social-démocratie européenne sombre dans « l'Union Sacrée » ; à la Libération, lorsque le PCF s'emploie à reconstruire l'État et l'économie capitalistes ; en Mai 68 lorsqu'il consacre ses forces à brader la grève générale...

Il s'agit d'une *notion polémique* utile à des fins de dénonciation lorsque de larges secteurs des masses se sentent effectivement trompés et trahis par leurs dirigeants. Sa fonction est de déconsidérer les directions réformistes, de ruiner leur autorité et leur prestige, de susciter envers elles haine et mépris chez les travailleurs. Elle est une arme de lutte idéologique et doit être maniée comme telle. Mais il faut se garder d'y voir davantage : la notion de « direction traître » est dangereuse, lorsqu'elle fonctionne dans nos têtes comme un concept théorique synonyme de direction réformiste, en ce qu'elle masque la nature réelle du rapport entre masses et appareils, et suggère une relation qui relève davantage de la démonologie que du matérialisme historique.

Concevoir le rapport masses-appareils essentiellement sur le mode de la trahison c'est manquer en effet la spécificité de ce rapport, ce qui en fait la solidité et la profondeur.

La trahison met en scène trois personnages : deux antagonistes, aux prises dans un conflit ouvert... et le « traître » engagé en principe aux côtés d'un des adversaires, mais gagné en réalité à l'autre et faisant sournoisement son jeu. Le traître travaille à la défaite de son camp déclaré et à la victoire de son camp effectif, au moyen de la tromperie et de la manipulation. Il abuse de la confiance de sa victime pour la livrer (étymologiquement, *tradere* signifie livrer) à l'ennemi. Entre le traître et les trahis il y a hétérogénéité, antagonisme absolu. Mais les trahis ne le savent pas, car le traître avance masqué. Ils le sauront quand ils l'auront pris la main dans le sac, s'il n'est pas trop tard. Le traître sera alors assimilé à l'ennemi, dont il est la « cinquième colonne »...

Appliquée au mouvement ouvrier, cette thérapeutique postule l'opposition entre une base saine, révolutionnaire, etc., et un appareil corrompu, embourgeoisé, qui le trompe effrontément. Elle suggère une thérapeutique de la dénonciation : si le rapport appareils-masses est du type traître-trahis, il suffit de confondre le traître pour éclairer ses victimes. Ici entre en scène un quatrième personnage de western, le justicier : c'est lui qui va mettre le traître « au pied du mur », afin qu'il se « démasque »...

Évidemment, rares sont ceux qui revendiquent haut et clair cette grille d'interprétation. Mais cela ne l'empêche pas de fonctionner implicitement plus souvent qu'il n'y paraît. C'est qu'elle présente de solides avantages : elle a le mérite de la clarté et de la simplicité. Elle renvoie à une dimension du réel dont chacun a l'expérience (qui n'a

vécu le bradage bureaucratique d'une lutte?). Elle fonde une cohérence, c'est-à-dire un mode d'interprétation de la réalité politique et des normes de comportement face à cette réalité. Elle est intellectuellement confortable : tous les échecs du mouvement ouvrier, les petits comme les grands, sont ramenés à une cause simple : la trahison des appareils. Point n'est besoin d'analyses fouillées, de connaissance approfondie de l'évolution historique. Pour ceux qui ont soif avant tout de certitude, il y a là un canevas particulièrement satisfaisant et économique.

D'autant que ces explications sont le plus souvent irréfutables, parce qu'indémontrables : on peut toujours affirmer qu'avec une autre politique du mouvement ouvrier, tel ou tel résultat aurait été atteint. Comme de toute façon cette autre politique n'a pas été appliquée, ce qu'on peut dire de sa praticabilité comme de ses effets éventuels, reste éminemment hypothétique : c'est indémontrable, donc irréfutable (la contre-partie, c'est que ça n'est pas non plus très convaincant parce que la thèse inverse est indémontrable aussi). Je ne dis pas qu'on ne doit pas recourir à ce type de raisonnement. Au contraire, on ne peut s'en passer sous peine de sombrer dans le fatalisme et l'objectivisme (« ce qui est advenu est exactement ce qui devait advenir et toute autre issue était impossible »). Mais c'est un type de raisonnement qui peut aisément dégénérer en paresse intellectuelle, voire en délire paranoïaque. Les lambertistes ne diagnostiquent-ils pas l'imminence de la Révolution aux États-Unis et en Europe?

Si l'on veut éviter que nos dénonciations des réformistes nous tiennent lieu d'explication du réformisme, il faut réaborder les questions suivantes :

— Comment s'explique l'emprise des réformistes sur le mouvement ouvrier européen?

— A quelles conditions une recomposition révolutionnaire du mouvement ouvrier peut-elle s'opérer?

— Quelle est la probabilité pour que ces conditions soient réunies en Europe occidentale dans un proche avenir?

1.— Fondements objectifs de l'emprise réformiste

A vrai dire, pour aborder ces questions, nous ne sommes pas tout à fait démunis : le problème a mobilisé les principaux théoriciens

marxistes-révolutionnaires du XX^e siècle, de Rosa Luxemburg à Lénine et Trotsky, en passant par Boukharine, Pannekoek, Radek, Gramsci et des dizaines d'autres. Par-delà leurs nuances et leurs divergences, tous admettent que l'emprise réformiste « n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique »[1], celle du long développement pacifique du capitalisme entre 1880 et 1914 : époque de paix en Europe, d'expansion coloniale, de croissance économique, d'organisation du mouvement ouvrier, de grandes conquêtes politiques et sociales pour les travailleurs... Marx avait annoncé que l'exacerbation des contradictions capitalistes acculerait les ouvriers au combat révolutionnaire et qu'à travers cette pratique historique de lutte ils accéderaient à la conscience communiste... La stabilité et la prospérité relatives, nées de l'expansion impérialiste, créent au contraire les conditions d'une pratique de lutte réformiste de la classe ouvrière des métropoles : l'articulation de la lutte syndicale pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers et de la lutte démocratique pour l'extension aux travailleurs des droits du citoyen produit des résultats appréciables. La condition ouvrière s'améliore en même temps que s'accroît le poids de la classe ouvrière dans la société et dans l'État. *Prolongée sur plusieurs décennies (avec des hauts et des bas), cette pratique accrédite l'idée d'une transformation graduelle du système :* un train de réformes peut en amener un autre, et la quantité se transformant à la longue en qualité... à la face hideuse du capital se substituera, insensiblement, par touches successives, le frais minois du socialisme...

Cette mentalité réformiste est particulièrement forte dans la bureaucratie du mouvement ouvrier qui s'érige peu à peu en nouvelle élite au sein de la société libérale et, donc, trouve un intérêt social à écarter toute perspective de révolution violente qui remettrait son existence en cause. Mais elle intéresse aussi des couches ouvrières beaucoup plus larges :

« L'aristocratie ouvrière », dit Lénine, reprenant l'analyse d'Engels sur le conservatisme des ouvriers professionnels anglais, « la mince couche de salariés profitant des miettes du festin colonialiste ».

Des couches beaucoup plus larges disent, chacun à sa façon, Radek, Boukharine, Rosa Luxemburg et d'autres : les surprofits impérialistes n'agissent pas tant de façon directe, comme « miettes » jetées aux « aristocrates ouvriers » (couches souvent plus révolution-

naires que les ouvriers non qualifiés), qu'indirectement, en contrecarrant la loi tendantielle de la baisse du taux de profit dans les métropoles impérialistes, en y soutenant en conséquence l'activité économique, en y concentrant les emplois qualifiés, en y drainant les richesses du monde entier ; bref, en y dégageant pour la classe dominante les moyens non seulement d'une politique systématique de corruption des élites ouvrières, mais d'intégration de larges couches du prolétariat au moyen de concessions économiques et politiques substantielles.

L'expansion impérialiste renforce ainsi l'efficacité des divers mécanismes intégrateurs de la société bourgeoise. Dans le jargon semi-gramscien d'aujourd'hui, on dirait qu'elle accroît le rendement des divers appareils d'hégémonie, en particulier des appareils idéologiques, producteurs de « consensus ». Par ce biais elle renforce l'adhésion de larges couches populaires au système (pas seulement, voire même pas principalement, les couches supérieures du prolétariat).

L'emprise des directions réformistes sur ces couches tient non pas à ce qu'elles les trompent habilement, ce qui créerait un lien finalement très fragile, brisé à la première déconvenue, mais bien au contraire à ce qu'elles expriment (et confortent) les mêmes illusions réformistes, les mêmes aspirations à un changement sans heurts ni drames, dans l'harmonie universelle : illusions engendrées par l'expérience de l'efficacité — modeste mais réelle — de l'action réformiste et de l'inefficacité de l'action révolutionnaire, violente, illégaliste face à une classe dominante solidement retranchée dans l'État et efficacement soutenue par un large réseau d'alliances.

Deux analyses des périodes fastes

Illusions plus ou moins fortes, plus ou moins étendues, selon qu'il existe ou non un parti révolutionnaire capable d'exploiter les contradictions du système, actives même en période d'expansion, pour promouvoir une politique d'unité et d'indépendance de la classe, opposée à la politique de division et de collaboration des réformistes ; regrouper sur cette ligne les travailleurs avancés ; élaborer et diffuser ainsi des analyses, des mots d'ordre, des pratiques de lutte qui modèlent le présent et préparent l'avenir.

Voyez le mouvement ouvrier allemand d'avant 1914 : l'efficacité

de l'appareil administratif et militaire de l'État bourgeois rend périlleuse et aléatoire toute orientation révolutionnaire; inversement, l'expansion économique rend possible une pratique réformiste de grande envergure. Cette situation nourrit deux courants au sein du mouvement ouvrier : un courant réformiste-révisionniste qui théorise en les éternisant les coordonnées de la période et préconise en conséquence une « stratégie de petits pas »; un courant marxiste-révolutionnaire qui s'attache au contraire à déceler les contradictions nouvelles que l'expansion capitaliste introduit dans le système et le nouveau type de crise que précipitera nécessairement leur développement.

En application du célèbre précepte de Marx : dans une économie de marché généralisée, où la concurrence fait rage, toute rationalisation partielle de la production ne peut engendrer qu'un plus grand désordre au niveau global. Ce chaos supérieur, conclut le courant marxiste, doit ruiner peu à peu les bases mêmes des illusions réformistes : les travailleurs broyés par la crise prendront conscience de la précarité fondamentale des conquêtes arrachées à la bourgeoisie, du caractère non réformable du système, de l'impuissance de toute politique réformiste. Ils se verront acculés, pour défendre leurs droits fondamentaux, à une pratique révolutionnaire qui produira peu à peu ses effets au niveau de leur conscience de classe.

L'expansion impérialiste, dit par exemple Rosa Luxemburg, crée certes des illusions réformistes dans la classe ouvrière et plus encore dans son appareil permanent. Mais l'Impérialisme conserve toutes les contradictions fondamentales du système capitaliste et en ajoute quelques autres. Ces contradictions se manifestent dans un premier temps sous une forme atténuée. Aussi la classe dominante peut-elle plus ou moins les maquiller et la droite social-démocrate refuser de les voir. Mais le fait de s'enfoncer la tête dans le sable n'a jamais empêché les autruches de se faire botter le derrière : l'impérialisme mène au militarisme, à l'autoritarisme, à la guerre mondiale. La croissance paisible du capitalisme de la « belle époque » ne peut se prolonger jusqu'à la fin des temps, comme se l'imagine Bernstein. Elle débouche au contraire sur une nouvelle période de convulsions et de crises qui réactualise la vieille alternative : socialisme ou barbarie.

Et de fait, dans ce débat, l'histoire a donné raison aux marxistes révolutionnaires contre les révisionnistes. Pas en tous points, mais sur l'essentiel : la période de 1880-1914 a débouché sur la boucherie

impérialiste de 14-18 et les terribles années 30; l'explosion de crises révolutionnaires dans la plupart des pays d'Europe. La gauche marxiste-révolutionnaire, Rosa Luxemburg incluse, sous-estimait sans doute les *capacités de manœuvres en recul* des directions réformistes quand les conditions objectives du réformisme n'existent plus. Il n'empêche que, conformément à son hypothèse, des centaines de milliers de cadres ouvriers allemands passent au communisme à travers l'expérience centriste de l'USDP[2]. La poussée à gauche, au lendemain de la guerre, est spectaculaire dans toute l'Europe. La dégénérescence stalinienne sauve la peau de la social-démocratie dans les années 30 et stabilise deux bureaucraties ouvrières conservatrices.

Les marxistes-révolutionnaires n'occultent donc pas les fondements objectifs du réformisme ouvrier (qui se ramènent en dernière analyse à la capacité du système capitaliste d'assurer une place subalterne mais relativement acceptable à la majorité de la classe ouvrière des centres impérialistes au sein de la société bourgeoise). Bien au contraire, ils en tiennent le plus grand compte. *Mais ils savent que les périodes d'expansion et de stabilité relatives n'ont qu'un temps, qu'elles portent l'irrationalité du système vers de nouveaux sommets, que, loin de ranger au magasin des accessoires toute perspective révolutionnaire, elles débouchent au contraire sur une nouvelle ère de révolutions, même si ces dernières ne se déroulent pas nécessairement selon les modalités de l'ère précédente...* Qu'en conséquence, l'apparent réalisme des réformistes est un utopisme et que le vrai réalisme consiste à promouvoir une politique anticapitaliste d'unité et d'indépendance des travailleurs, afin de créer les meilleures conditions d'une issue socialiste à la crise qui ne peut manquer de survenir.

Cette analyse de l'emprise réformiste exclut toute conception de la recomposition du mouvement ouvrier fondé sur la pure dénonciation des « directions traîtres » : *si la puissance de ces directions repose sur les illusions, la mentalité réformiste d'une partie des masses, ce sont ces illusions, cette mentalité qu'il faut combattre au sein des masses réformistes elles-mêmes, comme précondition à une lutte efficace contre la politique des appareils.* On ne peut y parvenir qu'en contribuant effectivement à l'essor d'une pratique de lutte de grande envergure (donc unitaire) et à contenu anticapitaliste avancé (donc sans compromis politicien avec telle ou telle fraction de la classe dominante). C'est cette conception qui inspire le tournant vers le « front unique ouvrier » engagé au 3e congrès de l'Internationale communiste et théorisé au

cours des années 30, principalement par Léon Trotsky et l'opposition de gauche au stalinisme.

Et aujourd'hui ?

Il est bien évident que c'est à une analyse du même type que nous devons procéder aujourd'hui pour rendre compte de l'emprise réformiste sur les travailleurs. Aujourd'hui aussi cette emprise est « le produit social de toute une époque historique », celle de l'expansion économique sans précédent des décennies d'après-guerre et des restructurations multiples qui l'ont accompagnée. Avec trois circonstances aggravantes :

— le mouvement ouvrier européen est entré dans cette phase déjà contrôlée par les appareils réformistes social-démocrates ou staliniens ;

— l'expansion a été à tout point de vue (taux de croissance de la production industrielle et du pouvoir d'achat ouvrier, conquêtes sociales, droits démocratiques, etc.) nettement plus vigoureuse que celle des années 1880-1914 ;

— la crise des États dits du « socialisme réel », l'échec économique de l'URSS et surtout le discrédit de son régime politique ont rejailli sur l'alternative socialiste en tant que telle nourrissant une défiance certaine à l'égard de tout ce qui peut paraître restreindre la liberté de l'individu.

Cette expansion économique sans précédent dans l'histoire du capitalisme (et des sociétés humaines) s'est opérée, on le sait, au prix du pillage impérialiste du « tiers monde ». L'énergie « à bon marché » extorquée aux pays arabes symbolise ce qui se passe pour l'ensemble des matières premières (avec 6 % de la population mondiale les États-Unis consomment 45 % des richesses mondiales). A quoi s'ajoute la surexploitation de la main-d'œuvre des pays sous-développés par les multinationales, et la surexploitation à domicile d'une partie de cette main-d'œuvre dans les métropoles (25 % de la classe ouvrière française), etc.

Cette expansion s'est effectuée encore au prix de gaspillages, de distorsions, de contradictions qui rendent compte de la montée de la combativité populaire au milieu des années 60, culminant en Mai 68 et se maintenant depuis.

Il n'en demeure pas moins que dans les centres impérialistes s'est reconstituée

cette conjonction entre expansion économique et puissance de l'État bourgeois, propice à l'épanouissement du réformisme ouvrier. Sur trois décennies s'est développée une pratique de lutte accréditant l'idée que le « néo-capitalisme » était amendable, qu'il pouvait intégrer la critique marxiste du capitalisme sauvage, qu'en dépit de toutes les résistances, des améliorations substantielles pouvaient être arrachées, les unes après les autres, et ce, au moment même où les PC occidentaux reconnaissaient officiellement l'ampleur et l'horreur des crimes staliniens.

L'aspiration au « changement dans la continuité », la crainte de l'aventure, de « l'engrenage totalitaire » sont enracinés dans de larges couches de travailleurs, et ce sont ces aspirations que, chacun sur son registre, les PS et les PC eurocommunistes exploitent.

Contrairement aux dogmatiques, nous n'avons pas nié la réalité de l'expansion capitaliste. Nous n'avons pas prétendu sans rire que « les forces productives ont cessé de croître » depuis 1914. Nous nous sommes efforcés au contraire, dès les années 50, d'en rendre compte en marxistes, c'est-à-dire non seulement d'en comprendre les ressorts, mais d'en dégager les contradictions et leur dynamique. En 1964, dans un article des *Temps modernes* (« L'apogée du néo-capitalisme et ses lendemains »), Ernest Mandel affirmait contre tous les apologues du néo-capitalisme — et à l'époque ils étaient nombreux — la baisse de régime des divers moteurs de l'expansion et annonçait le retournement de tendance. Il analysait le développement des diverses contradictions du « capitalisme du 3e âge » — les classiques et les nouvelles — et pronostiquait non pas le brusque retour des crises d'apocalypse (1929), mais un lent enfoncement dans ce qu'on n'appelait pas encore la « stagflation » : l'ouverture d'une phase de stagnation longue, où les récessions gagneraient en profondeur et en synchronisme ; où l'impératif de la reconstitution du taux de profit rognerait peu à peu les bases objectives d'une stratégie réformiste ; où un espace croissant s'ouvrirait à la politique révolutionnaire. *La rationalisation capitaliste partielle réalisée sous l'égide des États nationaux allait créer un désordre croissant au niveau du marché mondial, amenant peu à peu des dérèglements majeurs.*

Depuis lors, le retournement de tendance a eu lieu, les conquêtes ouvrières de la période des vaches grasses sont remises en question par une offensive patronale et gouvernementale sans précédent. Le désenchantement à l'égard des directions réformistes s'est nourri des expériences de Mai 68 et de mars 78. La pratique réformiste se

heurte à l'intransigeance de la classe dominante. Elle a désormais davantage pour objet la répartition des sacrifices entre les travailleurs que le partage du pactole prélevé au titre de la paix sociale sur les super-profits impérialistes.

Doit-on pour autant s'attendre à une désaffection marquée des travailleurs à l'égard des appareils traditionnels dans un avenir prévisible (4, 5 ans)?

Pour répondre à cette question, il faut indiquer, même sommairement, à quelles conditions une telle désaffection est possible, et envisager dans quelle mesure ces conditions peuvent se trouver réunies dans un avenir prochain.

Les conditions d'un rejet de masse du réformisme

Toute l'histoire du mouvement ouvrier européen atteste le profond attachement des travailleurs avancés à leurs organisations traditionnelles, leur réticence — pour parler par euphémisme — à abandonner leur « vieille maison » et à s'engager dans l'édification d'un nouveau parti. La III[e] Internationale l'a appris à ses dépens, qui n'a réussi une percée (largement, il est vrai, en raison de ses propres erreurs, puis de sa dégénérescence stalinienne) que dans 4 ou 5 pays capitalistes avancés, laissant partout ailleurs l'hégémonie aux vieux partis et syndicats social-démocrates, malgré leur trahison manifeste en 1914, leurs croisades colonialistes, leurs répressions des mobilisations ouvrières.

La profondeur de cet attachement se conçoit sans peine : les partis et syndicats traditionnels constituent un moment du développement historique de la classe ouvrière occidentale, des institutions que les travailleurs conscients de ces pays ont eux-mêmes forgés et imposés au prix de sacrifices inouïs. Ces institutions représentent un foyer de mémoire collective, le symbole des hauts faits du combat ouvrier depuis plus d'un siècle, un élément essentiel de la dignité et de l'identité ouvrière : *ce par quoi les travailleurs des pays capitalistes avancés, de simple objet du processus du travail qu'ils étaient, sont devenus sujet du processus historique.*

Ces organisations continuent d'assumer, tant bien que mal, les fonctions de défense élémentaire de la classe ouvrière contre le patronat et l'État bourgeois. Pour un grand nombre de travailleurs, ils sont l'unique recours. Il y a là un lien incomparablement plus fort que celui qui reliait les diverses organisations socialistes à la classe

ouvrière russe dans l'empire des tsars : briser en huit mois l'emprise opportuniste et conciliatrice sur la classe ouvrière et conquérir la majorité dans les organes de front unique, comme l'ont fait les bolcheviks, est proprement impensable en Occident.

Pour que les travailleurs, les militants de ces pays rejettent les organisations qu'ils se sont données et auxquelles jusqu'à ce jour ils s'identifient quoi qu'elles aient fait — parce qu'ils n'en ont pas d'autres et qu'ils doivent se défendre — il faut qu'interviennent des situations exceptionnelles, des bouleversements formidables, nourrissant un divorce profond, violent, prolongé entre masses et appareils : du type de celui qui opposait en 1917-18 les directions jusqu'au-boutistes aux travailleurs avides de paix; au début des années 20, dans l'Allemagne de Weimar, les dirigeants social-démocrates défenseurs de la légalité bourgeoise et les masses écrasées de misère cherchant une issue socialiste à la crise, etc. Et encore dans les pays de vieille tradition réformiste, ces bouleversements objectifs ne suffisent pas : partout les nouveaux partis communistes, nés de l'appareil de la III^e^ Internationale, ont surtout mordu sur la jeune génération, celle de la guerre... La recomposition à gauche du mouvement ouvrier implique dans ces pays le travail intensif, prolongé, obstiné d'un parti révolutionnaire...

Vers une Bérézina du réformisme ?

La contradiction entre base et appareils réformistes va-t-elle prendre ce tour suraigu en Europe occidentale dans un proche avenir ?

D'après nos propres analyses cela paraît peu probable. Au plan économique, l'Occident capitaliste s'enfonce dans une lente dégradation, mais nul ne prédit le retour de catastrophes du type de 1929 dans un avenir prévisible. Constatant que « 720 milliards de dollars se déplacent dans le monde dont la moitié sans contrôle d'aucune banque centrale », Jacques Attali écrit bien que « le processus financier de 1929 est en place, cette fois à l'échelle mondiale, sans qu'aucune leçon soit tirée de la catastrophe des années 30 »[3]. Mais il n'entrevoit la faillite du système — si rien n'est fait entre temps pour juguler l'inflation — que dans un délai de 5 ans, lorsque la masse monétaire en vadrouille aura dépassé en valeur le patrimoine économique des USA...

Si l'on se réfère aux analyses d'Ernest Mandel et de la IV^e^ Inter-

nationale, une brusque et brutale dégradation des conditions de vie des masses, le retour en Europe occidentale du spectre des années 30 semblent également improbables : soulignant que la récession de 1974-75 « confirme que l'économie capitaliste internationale est entrée dans une phase de croissance fortement ralentie, de reprises plus courtes et plus faibles, et de récessions plus profondes qu'au cours des deux décennies précédentes », Ernest Mandel remarque : « Cela ne signifie point qu'on est entré dans une crise économique permanente, sans des augmentations périodiques de la production et de l'emploi. Et cela ne signifie pas non plus que le capital international soit incapable de chercher à redresser le taux de profit et à relancer l'accumulation du capital... [Si] les forces agissant dans le sens de la stagnation restent profondes et prédominantes, [si] elles ne peuvent être que partiellement neutralisées par les mesures prises jusqu'ici par la bourgeoisie », l'hypothèse retenue reste néanmoins celle d'une crise rampante, non d'un effondrement économique[4].

Certes, le seuil de l'intolérable est relatif et, après trente années de plein-emploi, de progression régulière du pouvoir d'achat, de possibilités réduites, mais réelles, de promotion sociale, la remise en cause de ces acquis, considérés par les travailleurs comme des droits, aura des effets beaucoup plus subversifs qu'au début du siècle. Point n'est besoin d'un retour de la famine pour qu'explosent en Europe occidentale des mouvements sociaux « d'ampleur inégalée ».

Mais le caractère rampant, graduel, de la crise maintient la contradiction entre masses et réformistes dans des limites qui laissent aux appareils de confortables marges de manœuvres :

Il existe en effet une pratique réformiste « en recul » qui ne consiste pas tant à obtenir de nouveaux avantages, ni même à consolider les anciens, qu'à « limiter les frais », à négocier l'ampleur des sacrifices exigés des masses, en présentant les concessions comme un moindre mal, eu égard à ce qu'on aurait pu céder. Pratique réformiste « négative », en retraite, beaucoup plus difficile à faire admettre que la pratique réformiste positive, mais qui peut passer, pour peu que ce que les travailleurs sont appelés à rétrocéder dans un premier temps soit moindre que ce qu'ils ont acquis dans la phase antérieure, et que les directions réformistes s'emploient à faire avaler la pilule.

Rester dans le peloton de tête

Leur argumentation à cette fin est bien connue. Elle n'est qu'une variante du nouveau discours hégémonique bourgeois en direction

des travailleurs : la troisième guerre mondiale est engagée. Il s'agit d'une guerre économique en apparence pacifique, en réalité impitoyable, dont l'enjeu est la position de chacun dans la nouvelle division internationale du travail, dans la nouvelle hiérarchie des nations. Les puissances intermédiaires comme la France, l'Italie, l'Espagne, à la fois dominantes (par rapport aux pays du « tiers monde ») et dominées (par les pays impérialistes de pointe : USA, RFA, Japon) sont particulièrement menacées. Si les travailleurs de ces pays se montrent « corporatistes », « irresponsables », s'ils font fi des « contraintes économiques internationales », s'ils ne consentent pas un effort de productivité et de frugalité, ces puissances moyennes quitteront le « peloton de tête » et régresseront au niveau des ex-colonies. au détriment, en premier lieu, de leur propre classe ouvrière (les multinationales n'ont pas de patrie). L'intérêt des travailleurs est de consentir un « sursaut national », assurant à leur propre pays une place honorable dans la compétition économique mondiale, seul garant, en dernière analyse, du maintien des avantages acquis.

Telle est la base de l'alliance que le grand capital propose aux couches supérieures du salariat, alliance dont l'axe Rocard-Giscard peut constituer l'expression politique. Telle est la couverture idéologique de l'effort de reconstitution du taux de profit par intensification de l'exploitation ouvrière que constituent les diverses politiques d'austérité auxquelles collaborent les directions réformistes.

Cet appel à l'Union sacrée face à la crise et à la concurrence internationale — union sacrée impliquant un « partage équitable » des sacrifices et une prise en charge nationale de l'austérité — cet appel peut être entendu dans un premier temps par une fraction non négligeable du salariat. Ceci explique en partie la faible résistance à laquelle s'est heurtée jusqu'à ce jour la politique du PCI et de la CGIL en Italie ; la politique du Pacte de la Moncloa en Espagne, les divers plans Barre en France, la relative facilité avec laquelle s'opère le « recentrage » de la CFDT, la poussée rocardienne au sein du PS, etc.

La conséquence de ce réformisme en retrait est la division des travailleurs, la détérioration du rapport des forces à leurs dépens, créant les conditions d'une offensive anti-ouvrière de grand style, sans que le « redéploiement industriel » qu'elle est censée favoriser n'empêche — bien au contraire — le déclin du capitalisme national et son intégration subalterne dans un ensemble atlantique dominé

par les USA et la RFA. La politique d'Union sacrée pour conserver au pays son rang et à la classe ouvrière son statut de prolétariat de nation économiquement développée a toute chance de se solder par une nouvelle déconvenue. Mais, dans l'intervalle, l'eau aura passé sous les ponts et le dispositif de domination bourgeois aura eu le temps de s'adapter[5].

De même, quels que soient les accrocs portés à la détente, la montée des tensions internationales, la perspective d'une troisième guerre mondiale opposant l'OTAN et le Pacte de Varsovie est fort improbable dans un avenir prévisible. Le monde continue de vivre sous l'équilibre de la Terreur qui exclut l'affrontement direct entre les deux blocs et ne tolère que les guerres locales « conventionnelles ». Le risque d'une guerre entre l'URSS et les USA est apparemment moindre que celui d'une guerre entre l'URSS et la Chine...

La recomposition du mouvement ouvrier : un travail de longue haleine

Ni au plan économique, ni au plan militaire, donc, on ne doit s'attendre à des commotions susceptibles de produire des crises d'effondrement de l'État. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'on ne doit pas s'attendre à des crises sociales susceptibles de briser les équilibres politiques actuels et d'ouvrir la voie à une contre-offensive des masses débouchant sur la question du pouvoir.

Si donc la lutte contre l'emprise des directions réformistes sur la classe ouvrière occidentale va recevoir une sensible impulsion du fait de l'enlisement du capitalisme dans la crise et du rôle de roue de secours que jouent de plus en plus ouvertement les appareils bureaucratiques, il ne faut pas se dissimuler qu'en tout état de cause, il s'agit là d'une lutte de longue haleine. L'emprise presque séculaire des réformistes sur la classe ouvrière occidentale a, à son tour, profondément marqué la lutte des classes et modelé la classe ouvrière. La désagrégation de cette emprise, la recomposition à gauche du mouvement ouvrier sera, elle aussi, « le fruit de toute une époque historique ». Elle implique une crise objective du système sans commune mesure avec celle qu'il connaît aujourd'hui; une crise de l'ampleur de celle des années 20 et 30, inculquant à la majorité des travailleurs l'inanité de leurs espoirs réformistes. La théorie marxiste prévoit la cristallisation de telles crises sans en déterminer précisément aujourd'hui encore le moment.

Henri Weber

NOTES

1. Lénine : la Faillite de la IIe Internationale, *Œuvres,* tome 21, p. 254, Éditions de Moscou.
2. Parti social-démocrate indépendant, scission du PSD.
3. *Le Monde* du 27 décembre, J. Attali : « L'année de l'autruche ».
4. Projet de thèses pour le XIe congrès mondial de la IVe Internationale.
5. Voir l'article de Jean-Marie Vincent dans ce même numéro.

CONTRE LE POUVOIR ET LES PATRONS
GREVE GENERALE
ce n'est qu'un début...